



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 3 décembre 2025

Nos réf. : SHM/FM/MT n° 25-330

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14 novembre 2025

Contexte et constats

Publié sur



FRANZ KAMINSKI FRANCE SARL

Rue Gérard Schmitt

52300 JOINVILLE

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 novembre 2025 dans l'établissement FRANZ KAMINSKI FRANCE SARL implanté rue Gérard Schmitt 52300 JOINVILLE. L'inspection a été annoncée le 07 novembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection a été programmée dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des prescriptions incluses dans l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n° 52-2025-10-000180 du 31 octobre 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANZ KAMINSKI FRANCE SARL
- rue Gérard Schmitt 52300 JOINVILLE
- Code AIOT : 0005701249
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site, anciennement SWFT, a été repris par la société FRANZ KAMINSKI FRANCE en 2016, pour une activité de dégazage, nettoyage et réparation de wagons citernes et autres wagons.

Suite à la perte de contrat avec le principal client du site, la société Franz Kaminski France a été placée en liquidation judiciaire sèche par jugement du 6 mars 2023. Le site est par conséquent en arrêt d'activité depuis cette date.

L'étude Berthelot et associés est en charge de cette liquidation judiciaire.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Pompage eaux souillées	AP de Mesures d'Urgence du 31/10/2025, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
2	Gestion citerne	AP de Mesures d'Urgence du 31/10/2025, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	5 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Évacuation citerne	AP de Mesures d'Urgence du 31/10/2025, article 2	Sans objet
4	Curage fosses	AP de Mesures d'Urgence du 31/10/2025, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site ont permis à l'inspection des installations classées de constater que les prescriptions concernant la vidange des eaux souillées et la mise en place d'une surveillance ou d'une couverture sur la cuve présentant des problèmes d'étanchéité ne sont pas entièrement respectées.

L'inspection des installations classées propose donc à Madame la Préfète de la Haute-Marne de mettre en demeure l'exploitant de respecter entièrement les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n° 52-2025-10-00180 du 31 octobre 2025.

La visite a aussi permis de faire un point avec le représentant du liquidateur sur les prescriptions dont l'échéance n'est pas, au jour de la visite, échue.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Pompage eaux souillées

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 31/10/2025, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Pompage eaux souillées
Prescription contrôlée : Immédiatement, l'exploitant : - réalise le pompage intégral des eaux souillées présentes dans les fosses de l'ancienne station de lavage [...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection des installations classées constate que le pompage a été partiellement réalisé. La fosse proche de la Marne ne présente plus de liquide, la fosse située coté bâtiment est partiellement remplie (estimation à 50 % de remplissage) et la jonction entre les 2 fosses est remplie à environ 80 %. La vidange de la fosse située à proximité de la Marne permet d'écarter tout risque imminent de déversement dans le milieu naturel. Malgré tout la prescription indiquée dans l'arrêté de mesures d'urgence « pompage intégral » n'est pas entièrement réalisée. Face à ce constat, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de la Haute-Marne de mettre en demeure l'exploitant de respecter entièrement la prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Gestion citerne

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 31/10/2025, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion citerne
Prescription contrôlée : Immédiatement, l'exploitant : [...] - met en place, dans l'attente (1) des mesures de gestion de la citerne à l'origine de la présence de ces eaux souillées et (2) du curage/nettoyage des fosses, un contrôle visuel périodique (à minima tous les 2 jours) desdites fosses de cette ancienne station. En cas de nouveau remplissage de ces fosses, notamment par les eaux météoriques, un pompage préventif des eaux souillées présentes est à nouveau réalisé. [...]
Constats : Lors des échanges, le représentant du liquidateur indique que la liquidation est désormais impécunieuse, les mesures de gestion ou le contrôle visuel périodique ne pourront donc pas être mis en œuvre. Le représentant du liquidateur précise qu'il passera sur site, dans la mesure du possible, lorsqu'il réalisera une mission dans le secteur de Joinville. L'inspection des installations classées, souhaitant pouvoir constater l'évolution du niveau de liquide présent dans les fosses en fonction des conditions météorologiques, demande au représentant du liquidateur de l'informer en amont de ces éventuelles visites. L'inspection des installations classées informe aussi le représentant du liquidateur qu'une nouvelle visite d'inspection pourra être programmée début décembre 2025 si des précipitations importantes sont constatées. Face à ce constat, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de la Haute-Marne de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 5 jours

N° 3 : Évacuation citerne

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 31/10/2025, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Évacuation citerne
Prescription contrôlée : [...] Sous 3 semaines à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant procède à l'évacuation de la citerne présente au droit de l'ancienne station de lavage. En cas d'impossibilité de mettre en œuvre le point précédent, l'exploitant met en place une protection de la citerne afin qu'elle ne soit plus exposés aux intempéries et réalise les travaux permettant de s'assurer de son étanchéité. [...]
Constats : Bien que le délai de la prescription ne soit pas échu au moment de la visite d'inspection, un point est fait sur l'évacuation ou la protection de la citerne. Le représentant du liquidateur informe l'inspection des installations classées qu'aucune action ne pourra être engagée du fait de l'impécuniosité de la liquidation. Le représentant du liquidateur indique qu'une mise à jour du devis concernant le curage des fosses a été sollicitée auprès de l'entreprise ayant établi un premier devis afin d'ajouter le montant estimé de la couverture de la citerne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Curage fosses

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 31/10/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Curage fosses
Prescription contrôlée : [...] Sous 1 mois à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant procède au curage de toutes les fosses de l'ancienne station de lavage.
Constats : Bien que le délai de la prescription ne soit pas échu au moment de la visite d'inspection, un point est fait sur le curage des fosses. Le représentant du liquidateur informe l'inspection des installations classées qu'aucune action ne pourra être engagée du fait de l'impécuniosité de la liquidation.
Type de suites proposées : Sans suite